



<p>ACHATS CENTRAUX HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET TECHNOLOGIQUES</p> <p>Hôpital Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin-Bicêtre Tél : 01 53 14 69 00 Tél : 01 53 14 69 99</p>	<p>REGLEMENT DE LA CONSULTATION</p> <p>N°26-003</p> <p>PROCEDURE AVEC NEGOCIATION</p>
---	--

PHASE CANDIDATURE

**Objet : Construction de l'Hôpital Universitaire Saint Ouen Grand Paris Nord (HUSOGPN) au 23 avenue du capitaine Glarner 93400 Saint Ouen sur Seine.
Lot 3 – C Lot principal**

Date limite pour toute question : le 09/02/2026

Date limite de remise des candidatures : le 20/02/2026 à 12heures

Ce document comprend 27 pages (dont un plan d'accès à ACHAT au Kremlin-Bicêtre)

L'annexe n° 1 comprend 1 page, l'annexe n° 2 comprend 1 page.

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	1 / 27

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.1 LE CAMPUS HOSPITALO-UNIVERSITAIRE SAINT-OUEN GRAND PARIS NORD	3
1.2 DUREE	5
1.3 PRIX	5
1.4 ORGANISATION DE L'ACHAT	5
1.5 VARIANTE	6
1.6 OPTIONS	6
1.7 MODALITES DE MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION 6	
1.8 CLAUSE SOCIALE	7
1.9 CHOIX DE LA PROCEDURE DE PASSATION	7
1.10 LES CONDITIONS DE LANGUE	7
1.11 VISITE DES CANDIDATS	7
ARTICLE 2. PHASE CANDIDATURE	8
2.1 PLANNING PREVISIONNEL DE LA PHASE CANDIDATURE	8
2.2 COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL A CANDIDATURE	8
2.3 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
2.4 GROUPEMENT DE CANDIDATS	8
2.5 CONSITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	9
2.6 DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES	13
2.7 DELAI DE VALIDITE DES CANDIDATURES	14
2.8 PRESENTATION DES CANDIDATURES DEMATERIALISEES	14
2.9 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	15
2.10 ANALYSE ET SELECTION DES CANDIDATURES	17
2.11 CHOIX DES CANDIDATS	17
2.12 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17
ARTICLE 3. PHASE OFFRE INITIALE	18
3.1 PLANNING PREVISIONNEL DE LA PHASE OFFRE INITIALE	18
3.2 COMPOSITION DU DCE PHASE OFFRE INITIALE	18
3.3 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	18
3.4 CONSITUTION DE L'OFFRE INITIALE	18
3.5 PRESENTATION DES OFFRES INITIALE DEMATERIALISEES	18
3.6 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	20
3.7 SELECTION ET ANALYSE DES OFFRES	22
3.8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	23
ARTICLE 4. NEGOCIATION	23
ARTICLE 5. NOTIFICATION DES RESULTATS	24
ARTICLE 6. VOIES DE RECOURS	24

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	2 / 27

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent marché est un marché de travaux.

La consultation porte sur « Les travaux de construction de l'Hôpital Universitaire Saint Ouen Grand Paris Nord », nécessaires aux besoins du Département Immobilier et Investissements du Siège de l'Assistance Publique -Hôpitaux de Paris.

Le détail des prestations faisant l'objet du marché est précisé dans le cahier des clauses administratives particulières et les cahiers des clauses techniques particulières.

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris est un établissement public de santé.

1.1 LE CAMPUS HOSPITALO-UNIVERSITAIRE SAINT-OUEN GRAND PARIS NORD

L'Hôpital **Universitaire** Saint-Ouen Grand Paris Nord (HUSOGPN) est un projet de construction d'un nouvel hôpital regroupant les activités MCO des hôpitaux Bichat et Beaujon à Saint-Ouen-Sur- Seine.

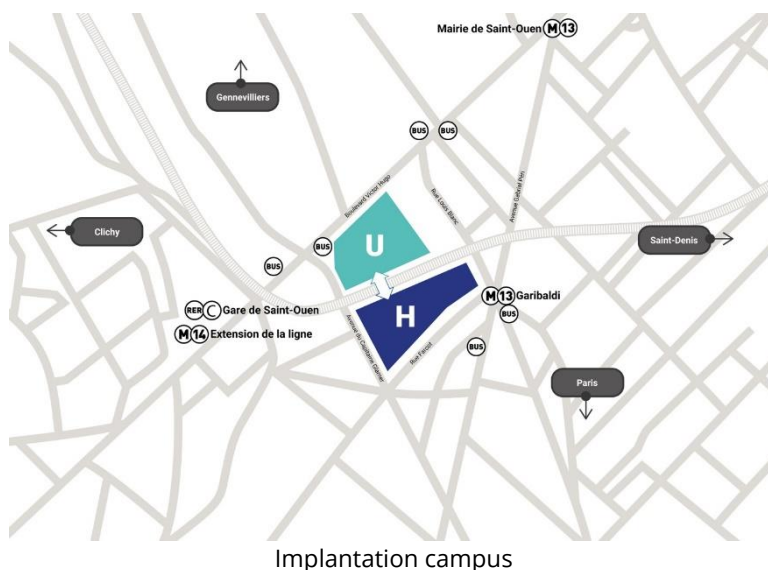
Campus CHUSOGPN

L'hôpital s'intègre dans le Campus Hôpital Universitaire Saint-Ouen Grand Paris Nord (CHUSOGPN) avec l'installation sur les parcelles au nord de la voie ferrée des activités d'enseignement et de recherche de la faculté de médecine de l'Université Paris Cité et sur la parcelle sud l'installation de l'hôpital.

Les projets Hôpital (sous maîtrise d'ouvrage AP-HP) et universitaire (sous maîtrise d'ouvrage Université Paris Cité avec délégation à EPAURIF) sont indépendants hors liaison passerelle entre l'hôpital et le bâtiment recherche de l'Université.

Les travaux Université seront dans la même temporalité que ceux de l'hôpital.

Les informations sur le campus sont disponibles sur le site <https://campus-hopital-grandparis-nord.fr/>



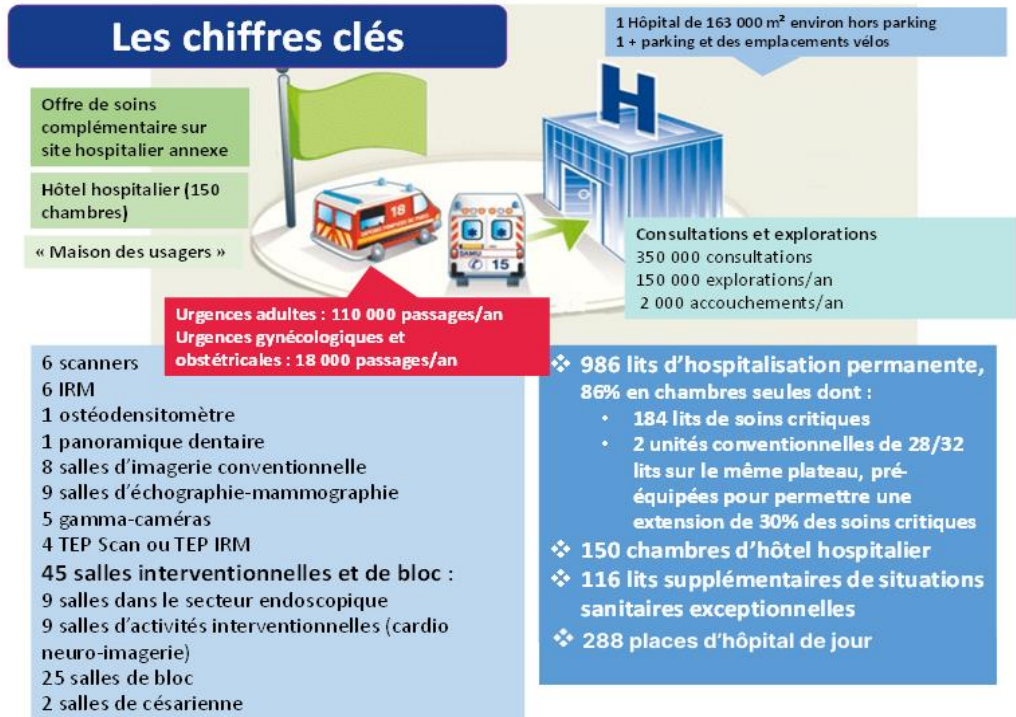
Présentation de l'opération :

Le site retenu pour la construction de HUSOGPN est une parcelle, située au 23 avenue du capitaine Glarner d'environ 40 000 m2, bordée :

- Au nord par une voie ferrée de frète
- Au sud par la rue Farcot
- A l'est par la rue Louis Blanc
- A l'ouest par l'avenue du capitaine Glarner

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	3 / 27

Les chiffres clés du programme sont repris dans le visuel ci-dessous



- Le projet de construction de l'hôpital HUSOGPN intègre environ 130 000 m² SDO fonctionnels, 40 000 m² SDO circulations générales et locaux technique, 30 000 m² SDO de stationnement **soit un total de 200 000 m² SDO environ.**
- La MOE, composée de Renzo Piano Building Workshop (RPBW) architecte mandataire, Brunet Saunier (BSA), architecte associé, INGEROP, BET Tout Corps d'Etat et SLETEC, économiste de la construction, a été désignée en octobre 2021
- La préparation du site : chantier de démolition/dépollution du site a été réalisée de novembre 2021 à mai 2024 (DOE en cours de vérification) avec une démolition complète de tous les bâtiments et un décaissement total du site sur 3m en moyenne (poche de pollution ponctuelle à 9m).
- Le PC a été obtenu fin Septembre 2025



@RPBW

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	4 / 27

1.2 DUREE

Le marché est conclu pour la période d'exécution allant de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle est de 72 mois décomposée de la manière suivante :

- Période de préparation de 3 mois : à partir de l'OS de préparation de chantier
- La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est de 57 mois à partir de l'OS de démarrage travaux jusqu'à la réception des travaux.
- La durée prévisionnelle de levée des réserves après réception est de 4 mois maximum avec un phasage par service/zones qui sera défini conjointement entre le maître d'ouvrage/le maître d'œuvre et l'entrepreneur.
- La garantie de parfait achèvement, d'une durée d'un an à compter de la date de réception des travaux et assortie d'éventuelles prolongations de ladite garantie sur demande du Maître d'Ouvrage.

1.3 PRIX

(a) Forme des prix

Au sens de l'article R. 2112-6 du Code de la commande publique, le marché est conclu sous la forme **de prix forfaitaires** sur l'ensemble du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées

(b) Typologie des prix

Au sens de l'article R. 2112-7 à R. 2112-8 du Code de la commande publique, le marché est conclu à prix définitif.

Le marché est conclu **à prix révisables** au sens de l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique.

(c) Modalités essentielles de financement et de paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget du Département Immobilier et Investissements du Siège de l'Assistance Publique. Le ou les titulaires seront soumis au versement d'une retenue de garantie de 5%.

Conformément à l'article R. 2112-5, les conditions administratives et techniques auxquelles sont subordonnées l'ordonnancement et le paiement sont précisées dans le CCAP.

1.4 ORGANISATION DE L'ACHAT

(a) Marché à tranches

Le présent marché n'est pas fractionné en tranches.

(b) Allotissement

Les travaux de construction de l'Hôpital Universitaire Saint-Ouen Grand Paris Nord ont fait l'objet d'un allotissement comme suit :

Une consultation anticipée relative à :

« Construction de l'Hôpital Universitaire saint Ouen grand paris Nord (HUSOGPN) » au 23 avenue du capitaine Glarner 93 400 Saint Ouen sur Seine.

Réalisation des travaux anticipés à la construction 2 lots :

Lot 01 - A Terrassements / Parois

Lot 02 - B Passerelle »

Le présent lot 3 concerne les travaux de construction du bâtiment.

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	5 / 27

1.5 VARIANTE

La présente consultation est lancée avec la possibilité de présenter des variantes. La remise d'une offre strictement conforme au présent DCE demeure cependant obligatoire (cette offre sera dénommée *Offre de base*).

Toute variante doit s'inscrire dans les normes et réglementations définies au CCTP. En cas d'écart, il doit être explicitement identifié, justifié et soumis à l'appréciation de la MOE / MOA

Le nombre de variantes est limité à 2. Le cadre de présentation des variantes sera précisé dans le règlement de consultation qui sera actualisé pour la remise des offres initiales. Les variantes devront respecter les exigences minimales qui sont mentionnées ci-dessous :

- Compatibilité avec le permis de construire et l'autorisation environnementale sans remise en cause de ces autorisations obtenues.
- Respect des interfaces, des limites de prestations et toute hypothèse de dimensionnement et de mise en œuvre avec les lots 1A et 2B des travaux préalables et décrites au présent DCE,
- Respect des objectifs de performances des façades détaillés au chapitre B du CCTP du CE 14 et dans son annexe Tableau de performances des façades (cela s'entend également pour les performances de vitrages),
- Respect des gabarits techniques en toiture dédiés au refroidissement des Groupes Froids (les emprises techniques maximales admissibles figurant dans le PC),
- Respect des conditions de Température intérieure des locaux de soins selon conditions définies au CCTP CE CVC
- Mise en œuvre de pompes de relevage en ligne pour tous les dispositifs concernés (relevage EP, relevage EU, relevage des séparateurs à hydrocarbures, ...)
- Matériaux de distribution pour les réseaux EFS, ECS, EOSM, EAD tels que décrits aux CCTP des CE 32 et 33 Plomberie / Dialyse,
- Matériau des réseaux d'évacuation en fonte SMU prévus au DCE
- Vannes de partage en entrée de service des réseaux EFS et ECS,
- Continuité de service pour la production ECS (technologie d'échangeurs tubulaires en parallèle) et respect des gabarits des locaux techniques
- Sondes de température à chaque boucle d'ECS,
- Points d'analyse à la réception en nombre et en typologies pour les réseaux de distribution EFS,
- Principe de maillage en sous-sol et de bouclage en niveau haut entre deux colonnes pour les réseaux de fluides médicaux
- Principe de maillage et bouclage des réseaux primaires d'eau froide sanitaire.
- Hypothèses de calcul telles qu'elles sont définies au CCTP pour le dimensionnement des réseaux de distribution des gaz médicaux, gaz laboratoires et de vide,
- Indépendance du reconfigurateur de boucle Haute tension vis-à-vis de la GTE,
- Plan de comptage Electricité,
- Distribution de la VDI selon le principe FFTO,
- Système de sûreté ANSSI,
- GTB de classe B selon la norme NF_EN_ISO_52120_1 (Version Mars 2022),
- Puissance minimale de froid à installer pour l'opération définie au CCTP
- Principes généraux de fonctionnement des installations électriques
- Respect du profil environnemental hors commissionnement

1.6 OPTIONS

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique à hauteur de 10 % du montant du marché.

1.7 MODALITES DE MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCAP de la présente consultation, en application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique. Ces

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	6 / 27

modifications pourront intervenir par l'établissement d'avenants en application de l'article 1.13 du CCAP.

1.8 CLAUSE SOCIALE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'AP-HP souhaite mobiliser les entreprises dans une démarche d'insertion pour l'exécution du présent marché.

En application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, et selon les exigences du CCAP, l'entreprise candidate doit proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans le cadre du partenariat instauré entre l'AP-HP et les collectivités, l'établissement plaine commune se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause sociale.

Contact : Frederic FIQUET
E-Mail : Frederic.FIQUET@plainecommune.fr

1.9 CHOIX DE LA PROCEDURE DE PASSATION

En application de l'article R. 2124-3 du Code de la commande publique en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence, la présente consultation est mise en œuvre sous la forme d'une procédure avec négociation (PAN) permettant à tout opérateur économique intéressé de soumissionner.

Le marché sera couvert par l'accord international sur les marchés publics (AMP).

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), le candidat est invité à faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation.

Les étapes prévisionnelles de la procédure de consultation sont les suivantes :

Choix des candidats et transmission DCE initiale : début avril 2026

Remise des offres initiales : fin juillet 2026

Analyse et négociations des offres : Aout – octobre 2026

Offres après négociation : Novembre – janvier 2027

Validation et notification marché février – juillet 2027

1.10 LES CONDITIONS DE LANGUE

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.¹

Conformément à l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, quelle que soit la phase de la consultation, les pièces accompagnant les dossiers rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

1.11 VISITE DES CANDIDATS

Seuls les candidats admis à soumissionner seront convoqués pour une de visite de site et une réunion de présentation obligatoires.

¹ Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 publiée au JORF du 20 mars 1996.

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	7 / 27

ARTICLE 2. PHASE CANDIDATURE

2.1 PLANNING PREVISIONNEL DE LA PHASE CANDIDATURE

Date d'envoi de la publication au BOAMP : le 22/12/2025

Date limite des questions : 09/02/2026

Date limite des réponses par le représentant du pouvoir adjudicateur : 13/02/2026

Date limite de remise des candidatures : 20/02/2026 à 12h00

2.2 COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL A CANDIDATURE

Le dossier d'appel à candidature de la présente consultation est composé des éléments suivants :

- Le RC phase candidature
- Le DCE selon liste des pièces en annexe, hors les documents de type financier comme l'Acte d'engagement et les Décompositions des Prix Globaux et Forfaitaires.
- Les cadres de réponses phase candidature : 1 fichier xls « HUSOGPN 26.003 Cadre de réponse candidatures » avec 5 onglets (onglet 1cadre réponse _candidatures CA et onglets 4 références spécifiques

2.3 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les candidats doivent respecter l'intégralité des prescriptions.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des candidatures**, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée à l'initiative du pouvoir adjudicateur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 GROUPEMENT DE CANDIDATS

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement. Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article 3.2.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, le candidat n'est pas autorisé à présenter, pour le marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation, les membres du groupement pourront être modifié entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, avec un ou plusieurs des candidats invités à négocier ou à participer au dialogue ou un ou plusieurs des opérateurs économiques aux capacités desquels il a eu recours sous réserve de la validation par le représentant du pouvoir adjudicateur avant toute remise des offres.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier unilatéralement avec un des membres

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	8 / 27

du groupement en cas de difficultés récurrentes d'exécution des prestations.

2.5 CONSITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

En application de l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

(a) DOSSIER LETTTRE DE CANDIDATURE ET DESIGNATION DU MANDATAIRE

1. **Le formulaire DC1** ou équivalent daté pour les membres du groupement et/ou **le formulaire DC4 ou lettre d'engagement co-signé** pour les sous-traitants **OU** une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
2. Le / les habilitations au mandataire nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.
3. Les capacités de chaque signataire à engager l'entreprise.
4. **Déclaration sur l'honneur sur la situation du candidat, vis-à-vis de la Russie.** En cas de groupement et ou de sous-traitance, cette attestation doit être transmise par l'ensemble des cotraitants et ou sous-traitants.

(b) DOSSIER CAPACITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Pour chaque membre du groupement et des sous-traitants :

1. **Le formulaire DC2 ou équivalent**, les mentions du capital et du chiffre d'affaires doivent être suivies de l'unité monétaire correspondante pour l'ensemble des membres du groupements (mandataire, co-traitants et sous-traitants). Ces formulaires sont disponibles sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances sur le lien suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
2. En complément du formulaire DC2 ou équivalent, les documents et renseignements listés à **l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité économique et financière**, c'est-à-dire :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
 - Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Capacité économique et financière minimales : Conformément aux articles R.2142-6 et suivants du code de la commande publique, le groupement titulaire devra justifier d'un chiffre d'affaires annuel, sur la base de la moyenne des trois dernières années, au moins égal à **300 000 000 €** pour la totalité du groupement. Seules les capacités financières des membres du groupement mandataire et co-traitants sont pris en considération, les chiffres d'affaires des sous-traitants ne sont pas considérés. Le candidat devra remplir le fichier XLS « HUSOGPN 26.003 Cadre de réponse candidatures », onglet 1cadre reponse _candidatures CA.

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	9 / 27

(c) DOSSIER CAPACITES PROFESSIONNELLES ET TECHNIQUES

Pour chaque membre du groupement et des sous-traitants :

1. Les documents et renseignements listés à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 **fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité techniques et professionnelles**, c'est-à-dire :
 - Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants., afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
 - Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres sera accepté.

Les qualifications « QUALIBAT » ou équivalent suivantes sont réparties en deux types :

Type 1 : Exigées en candidature puis exécution

Type 2 : Celles qui ne sont pas exigées dès la phase candidature mais seront demandées pour l'exécution :

- **En structure INFRA, corps d'état 12 – TYPE 1**
 - ✓ 1312 Terrassement – fouilles Technicité confirmée
 - ✓ 1281 Rabattement de nappe
 - ✓ 1293 Soutènement Technicité supérieure
 - ✓ 1253 Tirants d'ancrage
 - ✓ 1233 Pieux
 - ✓ 2252 Ouvrages étanches en béton armé et béton précontraint Technicité confirmée
- **En structure SUPER - TYPE 1**
 - ✓ 2213 Béton armé et précontraint Technicité supérieure
 - ✓ 2241 Fourniture et pose d'éléments en béton armé et béton précontraint
- **En structure Charpente - TYPE 1**
 - ✓ 2302 Fourniture et pose de charpente traditionnelle, en bois lamellé collé et structure bois Technicité confirmée
 - ✓ 2382 Fourniture et pose de bâtiment en panneaux bois massifs croisés Technicité confirmée
 - ✓ 2413 Construction et structures métalliques Technicité supérieure
- **En Etanchéité - TYPE 1**
 - ✓ 3213 - Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité supérieure)
 - ✓ 3223 - Etanchéité en matériaux de synthèse en feuilles (technicité supérieure)
 - ✓ 3233 - Etanchéité en asphaltes coulés
 - ✓ 3242 Etanchéité liquide (S.E.L.) technicité confirmée)
- **En menuiseries extérieures - TYPE 1**
 - ✓ 2364 Fabrication et pose de bâtiments à ossature bois ou panneaux de bois massifs croisés (Technicité exceptionnelle)
 - ✓ 3413 Calfeutrement de joints de construction (technicité supérieure)
 - ✓ 3424 Imperméabilité des façades (technicité exceptionnelle)
 - ✓ 3512 Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment
 - ✓ 3513 Fourniture et pose certifiées de menuiseries extérieures
 - ✓ 3522 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (technicité confirmée)
 - ✓ 3532 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en acier (technicité confirmée)
 - ✓ 3723 Fabrication et pose de façades-rideaux métalliques (technicité supérieure)

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	10 / 27

- ✓ 3813 Parois en bardages complexes (technicité supérieure)
- **En serrurerie de façade- TYPE 2**
 - ✓ 3813 - Parois en bardages complexes (technicité supérieure)
 - ✓ 4441 - Clôtures métalliques
- **En VRD - TYPE 2**
 - ✓ 2321 - Travaux de terrassement courants en milieu urbain
 - ✓ 242 - Couche de forme granulaire pour voiries à faible trafic
 - ✓ 343 - Chaussées urbaines : Revêtements en béton coulé en place
 - ✓ 345 - Chaussées urbaines : pavés et dalles
 - ✓ 514-515 - Construction de réseaux d'eaux à écoulement à surface libre
- **En distributions et finitions intérieures**
 - ✓ 4133 - Plaques de plâtre (technicité supérieure) TYPE 1
 - ✓ 4323 - Fabrication et pose de menuiserie intérieure en bois (Technicité supérieure) TYPE 2
 - ✓ 4212 - Fabrication et pose de cloisons démontables amovibles ou mobiles TYPE 2
 - ✓ 4413 - Métallerie (technicité supérieure) TYPE 2
 - ✓ 4453 - Fabrication e mise en œuvre d'ouvrages de métallerie résistants au feu TYPE 1
 - ✓ 4542 - Fabrication et pose de portes et portails - Collectif tertiaire et industriel TYPE 2
 - ✓ 6223 - Revêtements résilients (pvc, caoutchouc, linoléum et assimilés) (Technicité supérieure) TYPE 2
 - ✓ 6224 - Revêtements résilients "Système douche" TYPE 2
 - ✓ 6211 - Revêtements textiles en dalles TYPE 2
 - ✓ 6313 - Carrelages - revêtements - mosaïques - marbrerie (Technicité supérieure) TYPE 2
 - ✓ 6612 - Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (Technicité confirmée) TYPE 2
 - ✓ 6112 - Peinture et ravalement (Technicité confirmée) TYPE 2
 - ✓ 2111 -Maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité courante) TYPE 2
 - ✓ 2132 -Enduits aux liants hydrauliques TYPE 2
- **En fluides - TYPE 1**
 - ✓ 5232-Installation des pompes a chaleur et GF tertiaire supérieur à 1000m²
 - ✓ 5251-Installations de réseaux de chauffage ou de rafraichissement raccordé sur réseau urbain
 - ✓ 5312-Installations de ventilation et traitement d'air
 - ✓ 5322-Installation de désenfumage mécanique
 - ✓ Une attestation COFRAC pour le transport automatique léger par pneumatique
- **En électricité courant fort et faible - TYPE 1**
 - ✓ Qualifelec E3 – Installations électriques : Conception, Etude, Réalisation, Installations d'une puissance distribuée supérieur à 400 kVA
 - ✓ QUALIFELEC CF MGTI DOMAINE ST SECURITE (ex CF3) ou APSAD I7/F7 ou référence équivalente en ERP type U 1re catégorie (construction)
 - ✓ QUALIFELEC CF MGTI - domaine SU
 - ✓ QUALIFELEC CF MGTI - domaine RC (+mention FO)
 - ✓ QUALIFELEC CF MGTI - domaine RT
 - ✓ Installateur certifié constructeur
 - ✓ QUALIFELEC CF MGTI - domaine RT
 - ✓ QUALIFELEC CF MGTI - domaine GT
 - ✓ Transportable Pressure Equipment Directive : TPED
- **Pour les équipements de stérilisation - TYPE 2**
 - ✓ Qualification Opérationnelle QI-QO
- **Pour les équipements de cuisine - TYPE 2**
 - ✓ Qualicuisine 1-2-3-4-5-6---8 / D-5-d minimum
 - ✓ Qualibat 7311
 - ✓ Qualifroid / Socotec

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	11 / 27

- **En géotechnique – hydrogéologie**
 - ✓ OPQIBI 1001 Étude de projets courants en géotechnique TYPE 2
 - ✓ OPQIBI 1002 Étude de projets complexes en géotechnique TYPE 2
 - ✓ OPQIBI 1005 Étude en hydrogéologie TYPE 2
2. Les références suivant la liste demandée ci-dessous. Le soumissionnaire complètera le tableau Excel spécifique : onglets du fichier xls « cadre de réponse candidature » joint à la présente consultation pour présenter ses références. Pour chacune des références, seront explicitées dans le tableau les montants totaux de l'opération et du lot dont était titulaire l'entreprise, la date et le lieu d'exécution des travaux, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de l'opération, les attestations de bonne exécution des travaux. Dans le cas où le candidat a réalisé des opérations en entreprise générale ou était titulaire de plusieurs lots au sein d'une même opération, il pourra compléter chaque tableau avec cette même référence en détaillant la portée du lot concerné. Il est rappelé au soumissionnaire qu'il a la possibilité de sous-traiter s'il ne dispose pas en interne des références. Pour se faire, le soumissionnaire devra joindre à son offre l'ensemble des documents listé à l'article 2.11 et une lettre d'engagement. Enfin, il précisera dans la colonne « argumentation du choix de la référence » pour quelle demande de la liste ci-dessous, il soumet cette référence.
- **Pour les références transverses :**
 - ✓ 2 références de constructions de bâtiment menés en BIM.
 - ✓ 2 Références mentionnant l'obtention certification HQE BD.
 - **Pour les références Clos couvert et aménagements extérieurs :**
 - ✓ 2 références de construction de bâtiments complexes (si possible hospitalier) d'une surface de 30 000 m² minimum datant de moins de 5 ans, pour lesquelles le soumissionnaire était titulaire à minima d'un macro-lot « gros œuvre » et dont la portée sera spécifiée par le candidat.
 - ✓ 2 références de mise en œuvre de façades et menuiseries extérieures complexes de + 10 000 m² minimum datant de moins de 5 ans. Il sera précisé dans ces deux références si elles intègrent l'obtention d'ATEX notamment sur des façades type FOB et si elles intègrent des murs rideaux vitrés de grande hauteur.
 - **Pour les références en Fluides :**
 - ✓ 2 références de bâtiments complexes (si possible hospitalier) d'une surface de 30 000 m² minimum datant de moins de 5 ans, pour lesquelles le soumissionnaire était titulaire à minima d'un macro-lot « CVCD – Plomberie » dont la portée sera spécifiée par le candidat.
 - **Pour les références en Electricité courant fort et faible :**
 - ✓ 2 références de bâtiments complexes (si possible hospitalier) d'une surface de 30 000 m² minimum datant de moins de 5 ans, pour lesquelles le soumissionnaire était titulaire à minima d'un macro-lot « CFO-CFA » dont la portée sera spécifiée par le candidat.
 - **Autres références demandées :**
 - ✓ 1 référence de construction d'une surface de 10 000 m² minimum datant de moins de 5 ans, pour laquelle le soumissionnaire était en charge des travaux de radioprotection dont la portée sera spécifiée par le candidat.
 - ✓ 1 référence de construction datant de moins de 5 ans pour laquelle le soumissionnaire était en charge de l'installation au fluide CO² depuis un réseau d'eau glacée.
3. Dans l'hypothèse d'un groupement ou du recours à la sous-traitance, le candidat transmet une note de présentation de l'équipe, co-traitants, groupement et sous-traitants. Cette note se fera sous forme d'un texte libre intégré au dossier de candidature. Elle présentera l'organisation mise en place pour la réalisation des études et travaux concernés dans le cadre du planning de l'opération ainsi que ses moyens humains et matériels et ce, pour le clos couvert, les corps d'états secondaires et les corps d'état techniques.
4. Des autres pièces justificatives mentionnées notamment aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, à savoir :
- **L'attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l'année n - 1 par le comptable public ou équivalent.** L'année n correspond à l'année de publication de la présente consultation ainsi que l'attestation sociale délivrée par l'URSSAF. Si ces documents ne sont pas présentés dans le dossier de candidature, Ils

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	12 / 27

doivent être fournis dans les 5 jours suivant l'envoi du courrier, informant le candidat qu'il est classé n° 1 : le jour d'envoi et le jour de réception ne sont pas comptabilisés (ex : envoi mercredi 9h00, réception lundi 9h00). Pour les candidats établis dans un Etat autre que la France, il sera demandé de produire les documents listés à l'article R. 2143-5 du Code de la commande publique. Ces documents seront accompagnés d'une traduction en français en application des articles précédemment cités ;

- **une copie de la police d'assurance de responsabilité civile**, demande justifiée par les contraintes d'accueil du public dans les hôpitaux, conformément aux exigences déterminées dans le CCAP ;
- **un extrait du K bis ou équivalent** (datant de moins de 3 mois à la date d'envoi de la candidature) ainsi que la composition du capital ;
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, **la copie du ou des jugements prononcés** ;
- **toute autre pièce que le candidat estime de nature à appuyer sa candidature**, dont notamment des liens avec des entreprises adaptées ou des établissements et services d'aide par le travail ;
- Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire Noti1 disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Si le signataire des pièces de candidature et des offres n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le K Bis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

En cas de non présentation dans le dossier de candidature, ces documents doivent être fournis dans le délai imparti par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

De même, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2143-13 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra en revanche fournir l'annexe au DCE (Attestation du Candidat) dûment remplie et signée par la personne habilitée à engager la société ou chaque membre du groupement et refournir les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

2.6 DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES

La date limite de remise des candidatures est fixée au :

05/02/2026 à 12h00

Ce délai peut être prolongé dans les conditions fixées à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique :

- Lorsqu'un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de la candidature, demandé en temps utile par l'opérateur économique, n'est pas fourni dans les délais prévus à l'article R. 2132-6 du Code de la

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	13 / 27

- commande publique ;
- Lorsque des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation. La durée de la prolongation est proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Les candidatures reçues hors délais sont éliminées, et ceci, dans l'éventualité même d'un dépassement de quelques secondes de la date limite de remise des candidatures au moment du dépôt.

2.7 DELAI DE VALIDITE DES CANDIDATURES

Les candidats restent engagés par leur candidature pendant un délai de 8 mois à compter de la date limite de remise des candidatures fixée à l'article 2.1 et 2.6 du présent règlement de consultation.

2.8 PRESENTATION DES CANDIDATURES DEMATERIALISEES

Lors de la transmission par voie électronique, l'enveloppe du candidat sera constituée **d'un dossier intitulé « Candidature »** comprenant les éléments demandés au paragraphe 2.5 du présent règlement de la consultation)

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

La candidature doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Les fichiers du pli dématérialisé doivent respecter une règle de nommage

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

le nom de l'opérateur économique (ex : société, association, personne publique) : il peut être entier, ou bien être raccourci











Suivi de :

la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf exemple). Ces pièces sont notamment :

Exemple :

- Pour le dossier relatif aux pièces de candidature :

 _Nom_DC1
 _Nom_DC2
 _Nom_Kbis
 _Nom_Pouvoir
 _Nom_RIB
 Nom_Attestations fiscales et sociales
 Nom_Bilans
 Nom_Certificats ISO
 Nom_Déclaration chiffres d'affaires
 Nom_Effectifs

Les documents suivants doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur la plate-forme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/> :

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	14 / 27

Ce format permettra le traitement par ACHAT, des données transmises.

2.9 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique

Les candidatures sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière candidature reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des candidatures.

La transmission des documents sur support papier ou sur support physique électronique entraînera l'irrégularité de l'offre du candidat (hors dépôt de la copie de sauvegarde).

En application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidats doivent répondre via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Les plis électroniques devront impérativement être déposés
sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>**

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de la candidature (DC1, DC4 et cadre de réponse technique) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de ses engagements en qualité de mandataire, co-traitant et/ou sous-traitant.

Attention, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS ») ; les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation :

https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, l'ensemble des membres du groupement doivent signer en utilisant à tour de rôle l'outil de signature disponible sur la plate-forme de dématérialisation.

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	15 / 27

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut pas être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs la candidature est modifiée après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de la candidature complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

→ **copie de sauvegarde**

Lorsque, conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, la candidature est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures à l'adresse suivante :

**ACHAT
CHU de Bicêtre
Bâtiment Pierre Lasjaunias
Porte 77
78 rue du Général Leclerc
94270 LE KREMLIN-BICETRE
(Cf. annexe jointe – plan d'accès)**

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	16 / 27

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsqu'ACHAT a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à ACHAT dans les délais de dépôt des candidatures malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

2.10 ANALYSE ET SELECTION DES CANDIDATURES

L'enregistrement et le jugement des candidatures sont effectués dans les conditions prévues aux articles R. 2142-1 à R2144-7 du Code de la commande publique.

- 1) Capacité économique financière : Conformément aux articles R.2142-6 et suivants du code de la commande publique, le groupement titulaire devra justifier d'un chiffre d'affaires annuel, sur la base de la moyenne des trois dernières années, au moins égal à 300 000 000 € HT pour la totalité du groupement. (25 points)
- 2) Capacités professionnelles et techniques :
 - Adéquation des effectifs moyen de main d'œuvre (25 points)
 - Pertinence des références minimales (25 points)
 - Pertinence de la composition de l'équipe d'encadrement du candidat. En cas de groupement, l'appréciation portera également sur la cohérence et la complémentarité des membres du groupement entre eux. Ces éléments sont évalués de manière transversale d'après l'ensemble des éléments fournis dans le dossier de candidature. (25 points)

2.11 CHOIX DES CANDIDATS

Seuls les trois candidats les mieux classés feront l'objet d'une invitation à soumissionner sous réserve de la vérification des éléments exigés à l'article R2144-5 du code de la commande publique. Cette vérification est faite pour l'ensemble des membres du groupement (mandataire, co-traitants et sous-traitants.).

En application de l'article R2144-7 du code de la commande publique, si l'un des membres du groupement ne satisfait pas à cette obligation, le candidat est éliminé. Le candidat qui est classé immédiatement après poursuit la procédure de consultation.

2.12 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser une question sur un fichier informatique type Word ou PDF au plus tard le 09/02/2026 à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

ACHAT transmet les réponses à ces questions au plus tard le 13/02/2026 par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	17 / 27

ARTICLE 3. PHASE OFFRE INITIALE

3.1 PLANNING PREVISIONNEL DE LA PHASE OFFRE INITIALE

Date de mise en ligne du DCE offre initiale : le 02/04/2026

Réunion de présentation : le 09/04/2026

Date limite des questions : le 06/07/2026

Date limite des réponses par le représentant du pouvoir adjudicateur : le 10/07/2026

Date limite prévisionnelle de réception des plis : le 31/07/2026 à 12H00

3.2 COMPOSITION DU DCE PHASE OFFRE INITIALE

Le règlement de consultation et plus largement le dossier de consultation des entreprises sera complété au fur et à mesure de l'avancement de la consultation.

En application de l'article R2144-9 du code de la commande publique, l'invitation à soumissionner comprendra à minima les informations suivantes :

1° La référence de l'avis d'appel à la concurrence publié ;

2° La date limite de réception des offres, l'adresse à laquelle les offres doivent être transmises et la ou les langues autorisées pour leur présentation. Toutefois, dans le cas du dialogue compétitif, ces renseignements ne figurent pas dans l'invitation à participer au dialogue mais dans l'invitation à remettre une offre finale ;

3° La liste des documents à fournir ;

4° La pondération ou la hiérarchisation des critères d'attribution du marché si ces renseignements ne figurent pas dans les documents de la consultation ;

5° L'adresse du profil d'acheteur sur lequel les documents de la consultation ont été mis à disposition des candidats. Lorsque les documents de la consultation n'ont pas été mis à disposition sur un profil d'acheteur, pour l'un des motifs énoncés aux articles [R. 2132-12](#) et [R. 2132-13](#), ni par d'autres moyens, ils sont joints à l'invitation.

3.3 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les soumissionnaires doivent respecter l'intégralité des prescriptions.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres initiales** des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée à l'initiative du pouvoir adjudicateur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.4 CONSITUTION DE L'OFFRE INITIALE

Les attendus et cadres de réponse seront fournis aux candidats retenus dans le RC offre initiale.

3.5 PRESENTATION DES OFFRES INITIALE DEMATERIALISEES

Lors de la transmission par voie électronique, l'enveloppe du candidat sera constituée :

- **Pendant la phase offre, d'un dossier intitulé « Offre technique et financière »** comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.3.1 et 3.3.2).

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	18 / 27

L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Les fichiers du pli dématérialisé doivent respecter une règle de nommage

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

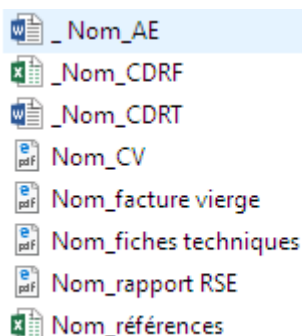
le nom de l'opérateur économique (ex : société, association, personne publique) : il peut être entier, ou bien être raccourci

Suivi de :

la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf exemple). Ces pièces sont notamment :

- l'Acte d'engagement
- Le CCAP et ses annexes
- Le CCTP et ses annexes
- le CDRF
- le CDRT
- la délégation de pouvoir ou de signature
- le DC1
- le DC2
- le K Bis
- l'attestation de régularité des certificats fiscaux et sociaux
- le RIB
- Pour le dossier relatif aux pièces de l'offre



Les documents suivants doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur la plate-forme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/> . :

- Acte d'engagement ;
- Annexes financières ;
- Cadre de réponse technique.

Ce format permettra le traitement par ACHAT, des données transmises. Il est entendu que les documents fournis par le candidat étant certifiés par la signature électronique, ne seront aucunement modifiés par ACHAT (hormis la partie administrative de l'acte d'engagement).

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	19 / 27

3.6 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

La transmission des documents sur support papier ou sur support physique électronique entraînera l'irrégularité de l'offre du candidat (hors dépôt de la copie de sauvegarde).

En application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidats doivent répondre via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Les plis électroniques devront impérativement être déposés
sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>**

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexes financières et cadre de réponse technique) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son offre soit l'acte d'engagement et les annexes financières.

Attention, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS ») ; les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation :

https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, l'ensemble des membres du groupement doivent signer en utilisant à tour de rôle l'outil de signature disponible sur la plate-forme de dématérialisation.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	20 / 27

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs la candidature ou de l'offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

→ **copie de sauvegarde**

Lorsque, conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, l'offre est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

**ACHAT
CHU de Bicêtre
Bâtiment Pierre Lasjaunias
Porte 77
78 rue du Général Leclerc
94270 LE KREMLIN-BICETRE
(Cf. annexe jointe – plan d'accès)**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsqu'ACHAT a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	21 / 27

ACHAT dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

3.7 SELECTION ET ANALYSE DES OFFRES

L'enregistrement et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R2152-13 du Code de la commande publique.

Pour le jugement, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Les offres sont appréciées au moyen de la liste des critères pondérés et publiés, le cas échéant, dans l'avis d'appel public à la concurrence, pour l'ensemble des lots de la consultation :

CRITERE 1 (PONDERATION : 50 POINTS) : PRIX

CRITERE 2 (PONDERATION : 45 POINTS) : VALEUR TECHNIQUE

Sous-critère A : Qualité de l'offre technique générale :	13 points
▪ Gestion de la synthèse et des études :	3 points
▪ Planning général de l'opération :	3 points
▪ Pilotage :	3 points
▪ Organisation études et travaux avec le projet	3 points
▪ BIM :	1 point
Sous-critère B : Qualité de l'offre concernant la structure	5 points
▪ Méthodologie d'exécution :	2 points
▪ Choix technique/ matériaux et prise en compte des contraintes techniques :	2 points
▪ Contrôle qualité :	1 point
Sous-critère C : Qualité de l'offre concernant l'enveloppe et le paysage	6 points
▪ Qualité de proposition de l'enveloppe	4 points
▪ Qualité de traitement VRD et paysages	2 points
Sous-critère D : Qualité de l'offre concernant les distributions et les finitions intérieures :	5 points
▪ Méthodologie d'exécution	1 point
▪ Choix technique / matériaux	1 point
▪ Contrôle qualité	1 point
▪ Prise en compte des contraintes techniques	1 point
▪ Traitement des points singuliers	1 point
Sous-critère E : Qualité de l'offre concernant les fluides :	7 points
▪ Méthodologie des OPR et des mises en service cis qualifications	2 points
▪ Choix technique/ matériaux	2 points
▪ Contrôle qualité	2 points
▪ Prise en compte des contraintes d'intégration techniques	1 point
Sous-critère F : Qualité de l'offre concernant l'électricité	6 points
▪ Méthodologie des OPR et mise en service	2 points
▪ Choix technique/ matériaux et prise en compte des contraintes techniques	3 points
▪ Contrôle qualité	1 points

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	22 / 27

Sous-critère F : Qualité de l'offre concernant l'équipement**3 points**

- Qualité de proposition des appareils élévateurs et prise en compte du transport automatique : 0,5 point
- Qualité de proposition pour la stérilisation 1,25 point
- Qualité de proposition pour les équipements médicaux 1,25 point

CRITERE 3 (PONDERATION : 5 POINTS) : QUALITE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIETALE DE L'OFFRE

- Qualité de la proposition concernant la charte faibles nuisances 2 points
- Qualité des propositions sur les objectifs environnementaux 2 points
- Réponse apportée aux attentes d'insertion 1 point

Au vu des critères pondérés de jugement des offres, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des soumissionnaires par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de reports seraient constatées dans la décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus, son offre est éliminée comme irrégulière.

Une offre peut être déclarée inacceptable si son prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse.

En application des articles R. 2185-1 à R. 2185-2 du Code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

3.8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les dates limite des questions et les date limites des réponses seront ajustées en fonction de l'avancement de la consultation.

ARTICLE 4. NEGOCIATION

Les conditions de négociation seront détaillées lors de l'avancement de la consultation.

Au vu de l'importance du calendrier de l'opération, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Le nombre de candidats admis à participer à la négociation sera de 3 maximum.

Les négociations porteront notamment sur les points suivants (liste non exhaustive) :

- Un échange sur les moyens d'améliorer la qualité de l'offre initiale
- Un échange sur les moyens d'améliorer la qualité des offres en faisant évoluer le DCE tout en respectant l'égalité des candidats.
- L'effort tarifaire demandé au candidat pour se mettre en conformité avec le budget de la personne publique.

Dans ce cas, le DCE pourra être modifié par l'administration contractante à la suite de ces négociations.

Les candidats sélectionnés seront alors invités à télécharger les pièces modifiées ou complémentaires et un nouvel acte d'engagement, puis invités à remettre une nouvelle offre conformément aux conditions définies à l'article 4 du présent Règlement de Consultation.

Les dates et heures limites de remise des nouvelles offres suite à négociation seront confirmées par courrier de la Directrice d'ACHAT transmis par voie électronique.

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	23 / 27

A compter de la mise à disposition du nouveau dossier de consultation, modifié sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, un délai identique est accordé aux candidats afin de déposer une nouvelle offre dans les conditions définies à l'article 4 du présent Règlement de Consultation.

La non-présentation aux entretiens de négociations pour tout candidat convoqué entraînera l'élimination de la première offre présentée par le candidat.

Pour le jugement de ces offres, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué à l'article 6.2 du présent règlement de consultation

L'absence de remise d'une nouvelle offre suite aux entretiens de négociation entraînera l'élimination du candidat.

ARTICLE 5. NOTIFICATION DES RESULTATS

En cas d'absence des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent mentionnés ci-dessus, le candidat attributaire devra obligatoirement produire ces documents sous un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la demande confirmée par lettre avec accusé de réception.

Au cas où ces documents ne parviendraient pas à ACHAT dans les délais impartis, la même demande sera faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre dans les mêmes conditions les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du travail (Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire NOTI 1 ou équivalent).

Dès réception des imprimés OUV7 et des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent (pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail), l'ensemble des candidats est informé par courrier transmis par voie électronique.

Si la signature électronique est invalide, l'attributaire du marché devra signer l'acte d'engagement et ses annexes financières, cette signature conditionnera la validité du marché

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat retenu reçoit via la plate-forme de dématérialisation une copie de l'acte d'engagement. S'il souhaite procéder au nantissement des créances nées de l'exécution du marché, il lui appartient de solliciter la remise d'une copie revêtue de la mention « exemplaire unique ».

ARTICLE 6. VOIES DE RECOURS

Cette consultation peut faire l'objet :

- d'un référé précontractuel : avant la conclusion du marché et jusqu'à sa date de notification dans les conditions prévues à l'article L 551-1 à L551-12 du code de justice administrative ;

- d'un référé contractuel : dans les conditions définies aux articles L551-13 et L.551-23 et suivants du Code de Justice Administrative ;

- d'un recours de plein contentieux : dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché public.

Auprès du Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93558 Montreuil cedex.

Courrier électronique : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Téléphone : 01 49 20 20 00

Organe chargé des procédures de médiation :

Médiateur de la république

Contact : consulter la rubrique « où trouver les délégués ? » sur <http://www.mediateur-republique.fr/>

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

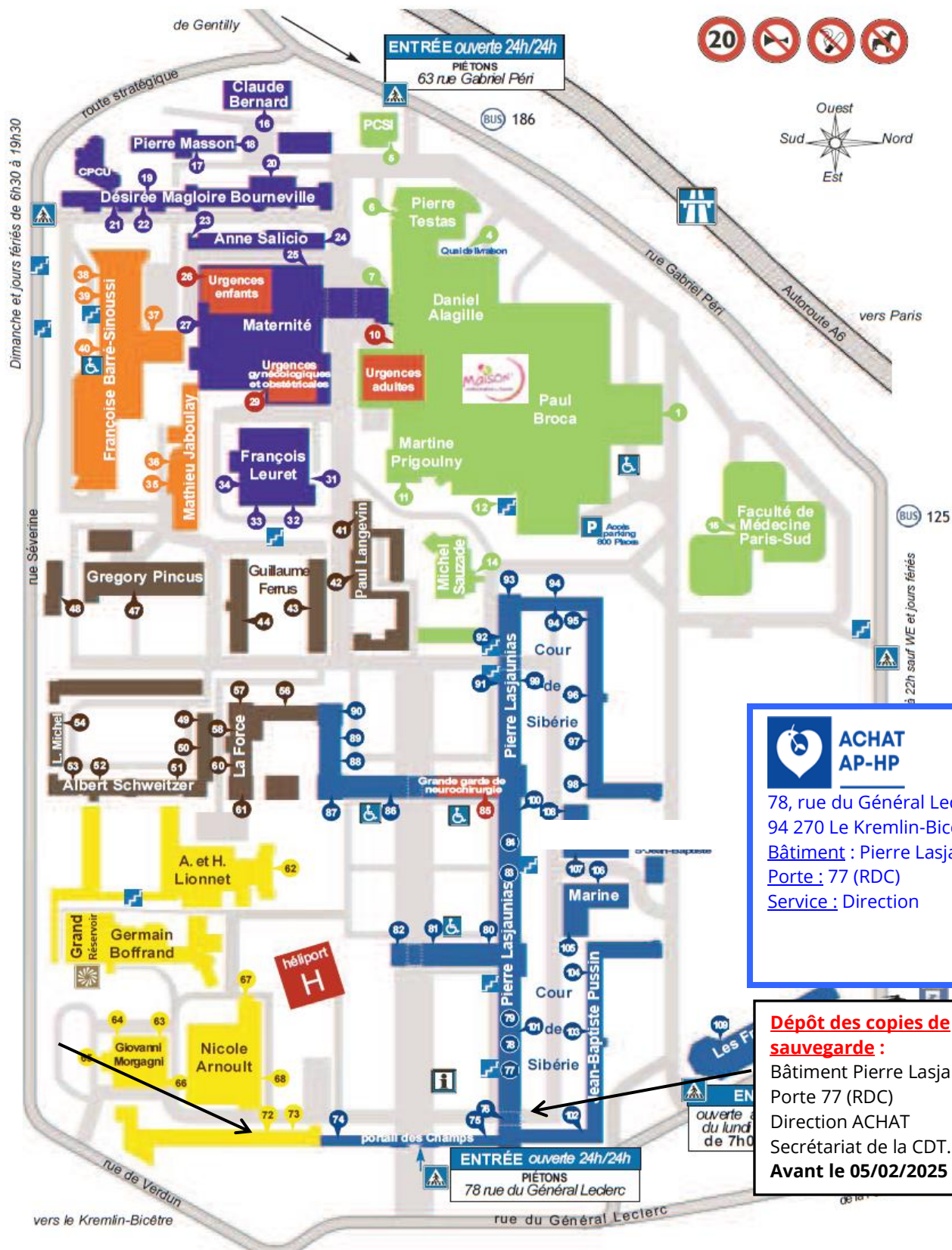
A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	24 / 27

Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché.

E mail : mediation.interne.aca@aphp.fr

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	25 / 27



Les candidats sont invités à prendre leurs dispositions pour l'accès au site dans le cadre des formalités de contrôle du plan VIGIPRATE

C.H.U de BICETRE

78, Rue du Général Leclerc
94 270 Le Kremlin Bicêtre

A.P.-H.P.	Consultation n° 26-003	ACHAT
RC PAN.4 28/09/2022	Dernière mise à jour du : 19/11/2025	26 / 27

**ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES**

Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

Identification du candidat

Muriel BROSSARD-LAHMY
Directrice

☎ : 01.53.14.69.61
Secr : 01.53.14.69.60

ATTESTATION

Le

Je, soussigné,, représentant légal de la société
.....,

Candidat à l'attribution du marché issu de la consultation n° 26/003 relative
à **Construction de l'Hôpital Universitaire Saint Ouen Grand Paris Nord
(HUSOGPN) au 23 avenue du capitaine Glarner 93400 Saint Ouen sur Seine.Lot
3 – C Lot principal** publiée par l'Assistance publique – hôpitaux de Paris ;

Ou

Agissant en qualité de sous-traitant de l'entreprise XXX candidat à
l'attribution du marché relatif à

Déclare sur l'honneur :

- Ne pas être un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- Ne pas être détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- Ne pas agir pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- Ne pas avoir recours à un ou des sous-traitant, fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru pour exécuter ce marché qui se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et dont le montant des prestations ou fournitures représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Je suis par ailleurs informé(e) que l'établissement d'une fausse déclaration, incomplète ou erronée m'expose à des sanctions pénales et à la résiliation du marché dont je suis titulaire.

Date et signature de la personne habilitée